

## **Cahier des clauses administratives particulières commun aux deux lots**

Objet :	<b>Reprise, refonte graphique et fonctionnelle, maintenance et hébergement du site portail de l’Inrap</b>
---------	---

## Table des matières

Article I.	Objet de la consultation, dispositions générales	4
Section 1.01	Objet du marché	4
Section 1.02	Allotissement	4
Section 1.03	Durée du marché	4
Section 1.04	Montants du marché	5
Article II.	Conditions d'exécution	5
Article III.	Coordination des prestations	6
Section 3.01	Interlocuteurs de l'Inrap et du titulaire	6
Section 3.02	Remplacement de personnel	6
Section 3.03	Règlement intérieur	6
Article IV.	Obligation de résultat	7
Article V.	Opérations de vérification – Décisions après vérifications	7
Section 5.01	Généralités	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Section 5.02	Décisions après vérifications	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Article VI.	Qualité de service	7
Section 6.01	Définition de la qualité	7
Section 6.02	Objectif de qualité de service	7
Section 6.03	Contrôle de la qualité de service	7
Article VII.	Obligations générales du titulaire	7
Section 7.01	Information et conseil	7
Section 7.02	Confidentialité	8
Article VIII.	Cybersécurité	8
Section 8.01	Dispositions générales	8
Section 8.02	Dispositions particulières	9
Article IX.	Pénalités	9
Section 9.01	Principes généraux applicables aux pénalités	9
Section 9.02	Pénalités pour retard dans l'exécution d'une prestation	9
Section 9.03	Pénalités pour non-respect des délais de remise des livrables documentaires	9
Section 9.04	Pénalités pour défaut de qualité d'un livrable	10
Section 9.05	Pénalités pour non-respect des délais de traitement des incidents (lot 1)	10
Section 9.06	Pénalités pour non-respect des consignes ou objectifs exprimés dans le PAS et le PACQ	10
Section 9.07	Pénalités relatives aux intervenants du titulaire	10
Section 9.08	Plafonnement des pénalités	10
Article X.	Documentation	11
Article XI.	Propriété intellectuelle	11
Section 11.01	Définition et identification des livrables	11

Section 11.02	Régime de propriété intellectuelle sur les résultats	11
Article XII.	Clauses de financement et de sûreté	11
Section 12.01	Avance	11
Section 12.02	Acompte	12
Section 12.03	Retenue de garantie	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Article XIII.	Prix du marché	12
Section 13.01	Forme des prix	12
Section 13.02	Variation des prix	12
Section 13.03	Prestations sur devis pour des services non prévus au BPU	12
Article XIV.	Nantissement ou cession de créances	13
Article XV.	Modalités de règlement des comptes	13
Section 15.01	Modalités de règlement général de facturation et remise des factures	13
Section 15.02	Paie ment	14
(a)	Conditions de paie ment	14
(b)	Dé lai de paie ment	14
(c)	Interruption de paie ment	14
(d)	Intérêts moratoires	15
Article XVI.	Exécution aux frais et risques	15
Article XVII.	Litiges	15
Article XVIII.	Résiliation du marché	15
Article XIX.	Déclarations	16
Article XX.	Données personnelles	16
Article XXI.	Marché similaire	16
Article XXII.	Dérogations aux documents généraux :	17

## Article I. **Objet de la consultation, dispositions générales**

### **Section 1.01 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet :

- la reprise de la maintenance du portail inrap.fr et des sous-domaines et rubriques associées correspondant au périmètre défini à l'article 1, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2025 jusqu'à la mise en ligne de la nouvelle version issue du projet de refonte.
- la refonte graphique et fonctionnelle de ce périmètre, sur la base d'un travail préparatoire d'arborescence, d'interfaçage et de spécifications fonctionnelles réalisé par l'INRAP, à compléter dans le cadre du recours obligatoire au CMS Drupal 11.
- la maintenance du portail inrap.fr et des sous-domaines et rubriques associées objets de la refonte, à partir de la mise en ligne.
- l'hébergement du portail inrap.fr et des sous-domaines et rubriques associées faisant partie du périmètre de refonte, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2025.

Les prestations du marché sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **Section 1.02 Allotissement**

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	INTITULE
1	Reprise de la maintenance TMA-MCO du site portail inrap.fr, refonte graphique et fonctionnelle, maintenance TMA-TME du site issu de la refonte
2	Hébergement du site portail inrap.fr

Chaque lot est dévolu par marché séparé.

### **Section 1.03 Durée du marché**

Chaque marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de la date de sa date de notification.

A l'issue de cette première période contractuelle de 24 mois, le marché public est reconductible tacitement deux fois pour une nouvelle période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Le RPA informe par écrit le Titulaire de son intention de ne pas reconduire le marché public. Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard trois mois avant l'échéance.

#### **Section 1.04 Montants du marché**

Chaque marché comprend une partie forfaitaire et une partie à bons de commande.

Leur montant respectif est défini à l'acte d'engagement propre à chaque lot.

#### **Section 1.05 Lieux d'exécution**

Les développements auront lieu dans les locaux du titulaire, sur ses machines et installations réseaux.

Le titulaire devra prévoir une possibilité de démontrer l'état d'avancement des travaux de réalisation lors de réunions sur les sites de l'Inrap.

Les réunions se tiennent au siège de l'Inrap ou en visioconférence

### **Article II. Conditions d'exécution**

Chaque marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par émission de bons de commande, selon les besoins de l'Inrap.

L'accomplissement des prestations ne peut intervenir que postérieurement à l'émission du bon de commande.

Chaque bon de commande mentionne obligatoirement les mentions suivantes :

- Le nom du titulaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro d'EJ
- le numéro du marché auquel se rattache la commande (n° de référence chorus du marché) ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- le délai d'exécution du bon de commande ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées en référence à l'annexe financière ;
- le montant hors taxe des prestations, en référence aux prix de l'annexe financière ;
- le taux de TVA et le montant toutes taxes comprises ;
- les modalités particulières de paiement en une seule fois ou paiement trimestriel

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou, en cas d'empêchement, par toute personne ayant reçu délégation de signature à cet effet.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché sous réserve que le délai d'exécution de la commande concernée n'excède pas 3 mois au-delà de la durée de validité du marché.

Si la durée d'exécution figurant sur le bon de commande est supérieure à 3 mois, le bon de commande pourra prévoir un fractionnement des paiements. Ce fractionnement devra figurer sur le bon de commande.

## **Article III. Coordination des prestations**

### **Section 3.01 Interlocuteurs de l'Inrap et du titulaire**

Les interlocuteurs de l'Inrap et du titulaire sont précisés à l'article 3 du CCTP.

### **Section 3.02 Remplacement de personnel**

La bonne exécution des prestations dépend du directeur et du chef de projet qui se trouvent nommément désignés.

De ce fait, l'Inrap se réserve le droit de demander à tout moment, le remplacement des interlocuteurs défaillants. Le Titulaire devra, dans un délai de 15 jours, nous proposer un interlocuteur, dont les qualifications sont conformes à son offre.

Sauf cas de force majeure, en cas de changement du directeur ou du chef de projet, le titulaire en informe l'Inrap avant la cessation des fonctions dans un délai de 15 jours à compter de la constatation et nous proposer un interlocuteur avec des compétences équivalentes ou supérieures.

Tout remplacement du directeur ou du chef de projet s'effectue à compétence équivalente ou supérieure. La notion d'équivalence inclut l'expérience dans le domaine concerné.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet, nécessaires à la bonne exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du présent marché. En particulier, ni les prix, ni les délais d'exécution ne sauraient être modifiés.

### **Section 3.03 Règlement intérieur**

Les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Si la nature des prestations exécutées suppose la présence de personnel du titulaire dans les locaux de l'Inrap, ce dernier fera le nécessaire pour que son personnel se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans lesdits locaux et notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge pour le titulaire de les communiquer à son personnel

## **Article IV. Obligation de résultat**

Le titulaire répond à une obligation de résultat pendant toute la durée de chaque marché. Dans le strict respect du montant de chaque marché, cette obligation sera respectée et le résultat atteint si les prestations exécutées couvrent toutes les fonctionnalités et présentent toutes les caractéristiques décrites au CCTP.

## **Article V. Opérations de vérification – Décisions après vérifications**

Les opérations de vérification et les décisions après vérifications s'effectuent conformément aux dispositions du chapitre V du CCAG/TIC.

## **Article VI. Qualité de service**

### **Section 6.01 Définition de la qualité**

Le titulaire reconnaît comme essentiel, au titre du marché, de garantir la qualité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché.

Cette qualité résulte notamment :

- Du respect des stipulations du présent marché, et notamment du CCTP et CCAP ;
- Du respect des stipulations techniques définies dans la réponse technique du titulaire;
- Du caractère permanent de la disponibilité du service et en conséquence, l'absence de défaillance des moyens de toute nature mis en oeuvre par le titulaire ;
- De l'application des normes.

Le titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché.

### **Section 6.02 Objectif de qualité de service**

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens en matériels, ressources humaines et logistiques les plus adaptés pour atteindre les objectifs de qualité de service.

### **Section 6.03 Contrôle de la qualité de service**

La personne publique se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations réalisées par le titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par la personne publique ou par un tiers à sa demande, sont opposables au titulaire.

## **Article VII. Obligations générales du titulaire**

### **Section 7.01 Information et conseil**

Le titulaire a une obligation permanente de conseil de la personne publique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai la personne publique ou son représentant de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCAP.

## **Section 7.02 Confidentialité**

Le Titulaire s'engage à respecter l'obligation de confidentialité conformément aux règles de la profession.

Indépendamment de l'éventuel engagement de sa responsabilité pénale, il assumera, à l'égard de la personne publique, toutes conséquences de droit, en cas de divulgation des informations confidentielles par ses salariés, ses sous-traitants et leurs salariés.

Le titulaire comme la personne publique s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'autre partie à l'occasion de l'exécution du présent marché, sauf, en cas d'accord écrit donné par la personne publique et/ou par le titulaire, lorsque les informations sont tombées officiellement dans le domaine public, lorsque les informations sont indiquées par la partie qui les communique à chaque communication, comme n'étant pas confidentielles, lorsque les informations sont diffusées au public préalablement à la notification du marché ou lorsque les informations sont intégrées dans le produit.

Le titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de la personne publique conformément aux lois et régimes applicables, les dispositions du Code de la propriété intellectuelle applicables aux logiciels et celles du Code pénal. Par ailleurs, le titulaire s'engage à veiller à ne pas conduire la personne publique à méconnaître ces dispositions, en procédant à toutes les préconisations utiles en ce sens.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne prendre aucune copie des supports, ne pas utiliser les documents à des fins autres que celles spécifiées dans le marché, ne pas utiliser ou diffuser, sans autorisation préalable écrite de la personne publique, aucune partie ou totalité d'un programme, d'un fichier et/ou d'une donnée détenu(s) par la personne publique ou installé(s) sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration, d'un matériel ou d'une pièce détachée détenu(s) par la personne publique, et/ou aucune documentation détenue par la personne publique, à prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle pour assurer la conservation des supports tout au long de la durée du présent marché.

En cas de manquement aux obligations visées aux alinéas précédents, l'administration se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## **Article VIII. Cybersécurité**

### **Section 8.01 Dispositions générales**

Les dispositions prévues dans le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018, sont applicables au présent marché.



## **Section 8.02 Dispositions particulières**

Toute personne intervenant pour le compte du titulaire dans le cadre de la prestation devra se conformer aux règles de sécurité suivantes :

Dans le cas d'une connexion interne sur le réseau informatique de l'Inrap :

- Sauf autorisation expresse, obligation d'utiliser un poste informatique mis à disposition par l'Inrap et interdiction de connecter des équipements au réseau local, non validés préalablement par l'Inrap ;
- Interdiction d'ajouter, de retirer ou de modifier des autorisations, des logiciels, des paramètres système sur un équipement mis à disposition par l'Inrap dans le cas d'une connexion depuis un point extérieur au réseau informatique de l'Inrap ;
- La connexion doit être réalisée par un intervenant identifié, en utilisant un logiciel client VPN fourni par l'Inrap ;
- La configuration du poste informatique et de l'infrastructure réseau utilisés par le prestataire devront permettre d'assurer une sécurisation de la session de communication conforme à l'état de l'art. Il est en particulier requis d'une part, que, le poste de travail bénéficie des mises à jour de sécurité de l'éditeur du système d'exploitation et d'une protection antivirale à jour et d'autre part, que le poste de travail soit attribué de façon nominative à l'intervenant, avec une session sécurisée par tout moyen adapté (mot de passe, carte à puce, ...).

Dans tous les cas d'utilisation des ressources réseaux et système de l'Inrap :

- la « Charte de bon usage de la messagerie électronique, des ressources informatiques et des services internet » est applicable.

## **Article IX. Pénalités**

### **Section 9.01 Principes généraux applicables aux pénalités**

Les pénalités suivantes sont cumulatives et applicables avec mise en demeure préalable, par dérogation au CCAG/TIC. Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée. Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par précompte sur les paiements à lui faire.

### **Section 9.02 Pénalités pour retard dans l'exécution d'une prestation**

Les délais d'exécution des prestations sont précisés dans le planning proposé par le Titulaire au regard des délais d'exécution définis ou estimés par l'Inrap dans le CCTP.

Tout retard dans l'exécution d'une prestation peut donner lieu à l'application de pénalités conformément aux stipulations du CCAP.

### **Section 9.03 Pénalités pour non-respect des délais de remise des livrables documentaires**

Les délais de remise des livrables documentaires sont définis à l'article 4.1.6 et à l'article 4.2.10 du CCTP.

CCAP – Reprise, refonte graphique et fonctionnelle, maintenance et hébergement du site portail de l'Inrap 9/17

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour ouvré de retard pour les livrables dont le délai de remise est exprimé en jour ouvré et une pénalité de 50 € par heure ouvrée pour les livrables dont le délai de remise est exprimé en heure.

#### **Section 9.04 Pénalités pour défaut de qualité d'un livrable**

Lorsque le défaut de qualité d'un livrable a pour effet un rejet total ou partiel par l'Inrap, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour ouvré jusqu'à la livraison d'une nouvelle version qui sera validée par l'Inrap.

#### **Section 9.05 Pénalités pour non-respect des délais de traitement des incidents (lot 1)**

Le titulaire doit traiter les incidents relatifs au lot 1 et décrits à l'article 4.1.7 du CCTP.

Ces délais s'entendent en heures et jours ouvrés, de 9h à 19h, et ont comme point de départ l'heure d'ouverture du ticket dans l'outil de gestion des incidents.

En cas de non-respect desdits délais, le titulaire encourt une pénalité de :

- 150 € par heure ouvrée de retard par anomalie bloquante
- 100 € par jour ouvré de retard par anomalie majeure
- 50 € par jour ouvré de retard par anomalies mineure

#### **Section 9.06 Pénalités pour non-respect des consignes ou objectifs exprimés dans le PAS et le PACQ**

En cas de non-respect des consignes ou objectifs exprimés dans le PAS ou le PACQ, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard à compter de la date de mise en conformité fixée par l'Inrap.

#### **Section 9.07 Pénalités relatives aux intervenants du titulaire**

En cas de non remplacement de l'interlocuteur défaillant à l'issue d'un délai de 15 jours, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard à compter de l'expiration du délai de 15 jours.

En cas d'absence de réponse du directeur de mission et/ou du chef de projet à une demande de l'Inrap, dans un délai de 5 jours ouvrés, le titulaire encourt une pénalité de retard à compter de l'expiration du délai de 5 jours ouvrés.

#### **Section 9.08 Plafonnement des pénalités**

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant total du marché, comprenant la partie forfaitaire et la partie à bons de commande.

Le montant total des pénalités autres que celles de retard est plafonné à 15% du montant total du marché, comprenant la partie forfaitaire et la partie à bons de commande.

Tout manquement aux pièces contractuelles du marché fera l'objet d'une pénalité de 100 € par constations ou événement.

## **Article X. Documentation**

Toute documentation, produite dans le cadre de l'exécution des prestations, est remise en langue française, sous un format papier et électronique en quatre exemplaires.

Toute modification, adjonction, suppression, apportée à la documentation remise par le titulaire doit faire l'objet d'une identification expresse, immédiate et exploitable par l'Inrap.

Le Titulaire devra fournir ces versions modifiées en format papier et électronique, en quatre exemplaires.

## **Article XI. Propriété intellectuelle**

Il est fait application des articles 43 à 46 du CCAG/TIC

### **Section 11.01 Définition et identification des livrables**

Dans le cadre du présent marché, les livrables concernés sont les livrables listés dans le CCTP et de manière générale, tout élément résultant du marché, y compris les développements spécifiques.

### **Section 11.02 Régime de propriété intellectuelle sur les résultats**

Il est fait application de l'article 46 du CCAG/TIC. qui est complété sauf l'article 46.3 du CCAG- TIC.

## **Article XII. Clauses de financement et de sûreté**

### **Section 12.01 Avance**

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée.

Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues aux articles R.2191-3 et R.2191-16 du Code de la commande publique.

- Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant initial TTC du bon de commande.
- Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement d'une avance s'effectue par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci.

Le titulaire peut y renoncer dans son acte d'engagement.

## Section 12.02 Acompte

L'article R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande publique s'applique dans le cadre d'un acompte.

## Article XIII. Prix du marché

### Section 13.01 Forme des prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires et unitaires. Ces prix sont détaillés dans l'annexe financière propre à chaque lot.

Les prix sont réputés :

- comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et au respect des obligations prises par le Titulaire au titre du présent marché
- tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations normalement prévisibles dans les conditions prévues au présent accord-cadre, y compris les frais éventuels de transport, d'hébergement du titulaire. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.
- établis aux conditions économiques du mois précédent la remise des offres, mois M0, soit le mois d'août 2025
- fermes pendant les deux premières années d'exécution du marché et révisables les années suivantes.

### Section 13.02 Révision des prix

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire du marché, soit la date limite de remise des offres, en application de la formule suivante :

$$P = P_0 * (S_n / S_0)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé ;

P<sub>0</sub> : prix initial ;

S<sub>0</sub> : valeur de l'indice révisé Syntec (tel que publié par la Fédération Syntec) à la date limite de remise des offres ;

S<sub>n</sub> : dernière valeur connue de l'indice révisé Syntec à la date anniversaire de la date limite de remise des offres,

Les prix ainsi obtenus sont applicables à compter du 1er jour du mois suivant la date anniversaire du marché et fermes pour deux ans. Les prix du marché seront révisés à l'issue de la période de deux ans.

Le prestataire devra fournir trois mois avant, la date anniversaire, sa proposition de révision des prix.

### Section 13.03 Prestations sur devis pour des services non prévus au BPU

Conformément à l'article R2194- 1 du Code de la Commande Publique, en cas de services non prévus au BPU, le titulaire transmet après demande de l'Inrap, un devis.

Le prix nouveau est rendu contractuel après acceptation de l'Inrap et intégré au BPU sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant au présent marché. A cette fin, le titulaire fournit à l'acheteur public, une mise à jour complète du BPU du lot concerné par la modification. Le BPU modifié devra être daté et signé par le titulaire et l'Inrap pour se substituer à la version initiale.

## **Article XIV. Nantissement ou cession de créances**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

## **Article XV. Modalités de règlement des comptes**

### **Section 15.01 Modalités de règlement général de facturation et remise des factures**

Le titulaire établira sa facture en fonction du montant du bon de commande et correspondant aux prestations réalisées. Elle devra faire référence au présent marché.

Les factures devront être transmises par voie dématérialisée exclusivement via le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

Lors du dépôt sur le portail Chorus il faudra obligatoirement préciser le n° d'EJ et le nom du service qui seront transmis dès la validation du marché par l'INRAP. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'INRAP peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures portent à minima les mentions suivantes :

- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande sur la facture ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, du mandataire, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ;
- l'adresse de facturation si différente de celle du lieu d'établissement du Titulaire ou du mandataire en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ou de livraison ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- la nature des prestations facturées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le lieu de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
- le numéro de TVA intracommunautaire.

L'INRAP se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'INRAP à Paris.

## **Section 15.02 Paiement**

### *(a) Conditions de paiement*

Le paiement des prestations, objet du présent marché, s'effectue après service fait.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la compatibilité publique, dans les conditions prévues aux articles R.2192-10 et R-2192-12 du Code de la commande publique.

**Pour le Lot 1**, Le paiement des prestations relatives à la refonte fonctionnelle et graphique s'effectuera par prestation, conformément à la répartition prévue à l'annexe financière

Le paiement des prestations forfaitaires de maintenance sera réalisé trimestriellement à terme échu.

Le paiement des prestations relevant de la partie à bons de commande, s'effectue en une seule fois ou trimestriellement selon les modalités de paiement, figurant au bon de commande.

### **Pour le Lot 2**

Le paiement des prestations forfaitaires, pour la première année, s'effectuera par prestation, conformément à l'annexe financière.

Pour les années suivantes, le paiement se fera à l'abonnement à terme échu.

Le paiement des prestations relevant de la partie à bons de commande, s'effectue en une seule fois ou trimestriellement selon les modalités de paiement, figurant au bon de commande.

### *(b) Délai de paiement*

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'INRAP.

La date de réception de cette demande correspond à la notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

La personne publique se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement.

### *(c) Interruption de paiement*

Conformément à l'article R.2197-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'INRAP.

Les modalités de mise en œuvre de l'interruption de paiement et du nouveau délai de paiement sont celles prévues aux articles R.2192-28 et R.2192-29 du code de la commande publique.

*(d) Intérêts moratoires*

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité par le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **Article XVI. Exécution aux frais et risques**

Conformément à l'article 54 du CCAG TIC, l'Inrap se réserve le droit de faire exécuter, par un tiers, aux frais et risques du titulaire, tout ou partie des prestations prévues par le marché dans les cas où le titulaire du marché n'exécuterait pas les prestations conformément aux termes du marché et aux ordres de service.

## **Article XVII. Litiges**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée à l'article 47 du CCAG/TIC.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'Inrap.

## **Article XVIII. Résiliation du marché**

La personne publique peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail.

En outre, la personne publique peut résilier de plein droit dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre VII du CCAG/TIC.

Pendant la période comprise entre la décision de résiliation et la date d'effet de la résiliation, l'exécution des prestations devra être poursuivie par le titulaire.

Le refus ou l'impossibilité pour le titulaire de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation du marché.

## **Article XIX. Déclarations**

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, nouvelle version, le titulaire devra fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a),
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. R. D.8222-5-3°),
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. R. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 Décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail.

## **Article XX. Données personnelles**

Le traitement des données personnelles relève des dispositions de l'accord de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel (RGPD), figurant en annexe du présent CCAP. Il y a un accord de sous-traitance par lot.

L'accord sera complété et signé avec le titulaire de chaque lot à la notification du marché.

## **Article XXI. Marché similaire**

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra recourir à un marché public négocié sans publicité préalable ni mise en concurrence avec le titulaire de chaque marché.

Ce marché négocié aura pour objet des prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le marché principal.

Le montant maximum de ce marché de prestations similaires pourra aller jusqu'au montant maximum du marché initial.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle le nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.



## **Article XXII. Dérogations aux documents généraux :**

Le présent article déroge à l'article 1.2 du CCAG TIC en ne listant pas la liste des dérogations au CCAG TIC.